



Bulletin d'information trimestriel

N°10 - Juin / Juillet / Août 2017



Bilan d'une année 2016 riche de solidarité et d'actions durables

Dans ce numéro :

| | |
|-----------------------------|----|
| • RDC | 3 |
| • Burkina Faso | 8 |
| • Sénégal | 9 |
| • Cameroun | 10 |
| • Burundi | 11 |
| • Belgique | 12 |
| • Événements et Engagements | 14 |

2015 a ouvert le livre d'ULB-Coopération. 2016 referme définitivement ceux du CEMUBAC et du SLCD. En effet, durant cette année, ULB-Coopération a poursuivi le travail de ses glorieuses aînées en assurant avec succès la gestion et la clôture des projets élaborés par les deux ONG fondatrices. En 2016, plus de 7.000 membres de la communauté universitaire ont été sensibilisés aux enjeux des relations Nord-Sud par notre équipe chargée de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire.

Dans le domaine de la santé, nos équipes ont permis d'initier une importante **réforme du système de santé congolais** visant à améliorer l'efficacité de sa gouvernance. La **qualité des soins** a été renforcée au niveau de deux hôpitaux de zone de santé, qui ont vu leur activité augmenter. Une dizaine d'ouvrages (salles d'opération et maternités) ont été construits ou réhabilités. La **formation** continue du personnel a contribué à une diminution significative du taux de césarienne dans la province du Nord-Kivu et à la prise en charge de plus de 20.000 victimes de violences sexuelles. Dans les cinq pays d'intervention d'ULB-Coopération, le **reboisement**, la **gestion raisonnée des forêts** et l'**agroforesterie** ont constitué un fil conducteur de notre action. Des milliers d'hectares de forêts ont été aménagés, protégés et disposent de plans de gestion ; le reboisement porte sur des centaines de milliers d'arbres de diverses espèces. .../...

Les populations sont organisées et formées aux techniques de pépinières et d'agroforesterie. Elles ont vu leur sécurité alimentaire et nutritionnelle s'améliorer tout en préservant l'environnement. Au Burundi, le centre semencier de Mukike assure de manière autonome la diffusion de **semences de qualité** et à moindre coût pour les pommes de terre, le blé et le maïs. Au Burkina Faso, les 30.000 habitants de Barsalogo bénéficient quotidiennement des **réseaux électrique** et hydraulique mis en place par ULB-Coopération. Et beaucoup d'autres résultats encore décrits dans la suite de ce rapport.

2016 est également l'année de préparation de deux nouveaux programmes très importants pour ULB-Coopération. Cofinancé par la Coopération belge, le programme d'action 2017-2021 (10.745.000 €) a été élaboré en concertation avec les autres ONG universitaires regroupées sous le nom d'Uni4Coop. Il se déroulera, en ce qui nous concerne, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo et au Sénégal. Le **projet PADISS**, ambitieux programme en santé (14.000.000 €), appuiera pour cinq ans le développement intégré du système de santé de la province du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo. Il

est cofinancé à 90 % par l'Union européenne et à 10 % par la Coopération belge.

Elaborés en étroite collaboration avec différents partenaires locaux et plusieurs acteurs de l'Université, ces deux programmes ont débuté en 2017 et formeront le cœur de notre activité dans les cinq années à venir. Pour mener à bien ces projets ainsi que les autres qui viendront renforcer leur cohérence et l'interdisciplinarité de nos actions, l'équipe d'ULB-Coopération s'est étoffée. En plus de nos partenaires, c'est maintenant une quarantaine de personnes qui travaillent directement pour ULB-Coopération à la mise en œuvre des actions, dont 25 sur le terrain à Ouagadougou, Kinshasa et Goma. Qu'elles et ils soient tous remerciés pour les efforts qu'ils consentent dans des conditions parfois très difficiles. Merci également à vous tous. Vos encouragements nous rassurent, vos questions nous font avancer et vos dons nous apportent les cofinancements essentiels à la mise en œuvre de nos projets. Nous espérons que la lecture de ce rapport vous confortera dans l'idée de poursuivre votre collaboration avec ULB-Coopération.

Pour l'équipe,
Alain Wodon

Évolution croissante des liens avec notre université

Afin de profiter des forces de l'ULB et d'en canaliser une partie vers des activités de développement, afin de mettre les compétences d'ULB-Coopération au service de l'Université, afin d'ensemble développer l'engagement de la communauté universitaire vers les problématiques du Sud, l'Université et l'ONG ont créé et créent encore de nombreux liens.

Les échanges mis en place sont de natures diverses. Ils sont encouragés par les autorités académiques, **Recteur, Vice-rectrices** et **Vice-recteurs**. Ils sont facilités au quotidien par le **Département des relations extérieures** ou plus ponctuellement par l'invitation qui nous est faite de participer à certains groupes de travail de l'Université, notamment le **Groupe Pays en Développement** ou le **Pôle Santé**.

Nos activités d'éducation à la citoyenneté critique ont été soutenues par différents services de l'Université. **ULB Culture** a co-construit et accueilli l'exposition « Notre/Votre Congo » qui a été porteuse d'événements complémentaires tels que des balades thématiques, des conférences, des ciné-débats impliquant divers acteurs de l'Université. La **Bibliothèque des Sciences de la Santé** a permis l'organisation du concours de photographies « Images par-delà les frontières ». Les **Facultés des Sciences—Département d'informatique** et celle des **Sciences psychologiques et de l'éducation** ont joint



Sculpture à la mémoire de Francisco Ferrer, ULB

leurs compétences pour développer une application mobile qui tente de déconstruire les préjugés. **ULB Environnement**, par le biais du Student Green Office, a offert à l'ONG plusieurs lieux de mobilisation des **étudiant-e-s**. Avec **ULB Sports**, c'est une collaboration autour des 20 km de Bruxelles qui a débuté.

Plusieurs Facultés ont permis d'accueillir des intervenants du Sud lors de leurs cours (cours métiers). Elles ont soutenu des stages ou des mémoires dans le cadre de nos activités. C'est le cas de la **Faculté des Sciences**, de l'**École Polytechnique** à travers sa cellule de coopération **CODEPO**, de la **Faculté de Philosophie et Sciences sociales** ou encore de la **Faculté de Lettres, Traduction et Communication** et de la **Faculté de Droit et de criminologie**. Des liens identiques se développent avec la **Faculté Solvay** et la **Faculté de Pharmacie** où une réflexion est menée pour la mise en place d'une cellule

de coopération basée sur le modèle de la CODEPO, la **CODEPHAR**.

L'**École inter-facultaire de bio-ingénieurs** et l'**École de santé publique** sont directement impliquées dans la conception des projets. Des collaborations soutenues sont mises en place notamment **à travers la** co-gestion de projets de recherche pour le **développement (PRD)**. L'**Hôpital Erasme** (via son service **Erasme Coopération**) est un partenaire clé au sein du volet formation de notre projet Santé au Nord-Kivu. Dans un avenir proche, ce projet devrait également bénéficier de l'implication de la **Faculté d'architecture La Cambre-Horta** pour son important volet de réhabilitation des structures médicales.

La construction d'autant de collaborations positives en deux ans d'existence est très encourageante pour l'avenir. De nombreuses collaborations sont encore à construire, des opportunités à saisir.

RDC / Appui au système de santé



Hôpital de Kintambo

En RDC, le programme mis en œuvre grâce à un cofinancement de la Coopération belge et de l'Union européenne avait pour objectif **l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité de l'offre de soins** dans les provinces de Kinshasa et du Nord-Kivu. Dans chaque province, il consistait à appuyer la Division provinciale de la santé (autorité administrative responsable de l'organisation du système de santé de la province) ainsi qu'une zone de santé et son hôpital.

Modalités d'intervention

En 2016, ULB-Coopération a poursuivi son **appui aux Divisions provinciales de la santé (DPS)** afin que celles-ci mettent en œuvre la réforme, initiée les années précédentes, qui vise l'amélioration de l'efficacité des DPS par un changement de leur mode de management. Les appuis apportés ont pris diverses formes : encadrement technique, appui dans la production des documents de référence, formation du personnel, soutien financier

pour l'organisation d'activités clés ou pour le fonctionnement général.

L'appui apporté aux **zones de santé** et à leurs hôpitaux généraux de référence a également pris plusieurs formes : appui financier pour le fonctionnement et compléments de primes salariales, formation du personnel, mise en place de procédures et d'outils de gestion, expertises spécifiques en particulier dans les domaines de l'organisation des hôpitaux et du financement des soins.

Résultats

À Kinshasa, l'opposition de certaines autorités a enfin été vaincue et le processus de **réforme de la DPS** a pu réellement commencer. Le nouveau personnel été recruté selon un processus équitable et la professionnalisation de certains métiers a pu progresser. Au Nord-Kivu, la mise en place de la réforme a avancé plus vite. La nouvelle équipe de la DPS a amélioré ses capacités de pilotage et de bonne gouvernance. La fonction d'encadrement des zones de santé a été particulièrement soutenue (formation du personnel et logistique des visites sur le terrain). Toutefois, devenue actrice de plus en plus reconnue par les partenaires et bailleurs (ce qui est une belle réussite en soi), la DPS devient fort sollicitée par ceux-ci pour l'exécution de leurs propres projets. Sa réactivité dans l'exécution de ses fonctions principales, moins financées, en est parfois fort affectée.

À Kintambo (commune de Kinshasa), où ULB-Coopération appuie l'hôpital et la zone de santé, la collaboration entre les structures publiques et privées est aujourd'hui acquise et construit les prémices d'échanges d'expériences fructueux, notamment autour des questions de gouvernance. Les activités de sensibilisation menées par l'ONG locale Étoile du Sud sont intégrées dans les activités au sein des communautés ; les liens entre la zone de santé et les usagers et usagères se renforcent.

À l'hôpital de Kintambo, l'approche qualité, l'amélioration de la gestion, l'approche filière et le paiement au forfait dans le service de pédiatrie ont été mis en place. La gouvernance de l'hôpital a été renforcée. L'hôpital a évolué de manière encourageante en termes d'accessibilité et de qualité des soins : les infections postopératoires ont diminué, la durée moyenne de séjour est basse (8 jours) et la fréquentation des consultations à l'hôpital a augmenté (45.000 en 2013, 86.000 en 2016).

Malgré ces succès, le blocage puis la lenteur de la réforme du système national d'information sanitaire empêche toujours l'accès à des informations de qualité. En outre, la mainmise des autorités provinciales sur la gestion de l'hôpital le prive d'une partie de ses ressources, de son autonomie de gestion et constitue un facteur de démotivation pour les équipes.

À Kirotshe (Nord-Kivu), une tarification forfaitaire a été mise en place dans les structures de la zone de santé et à l'HGR afin de réduire les barrières financières de la population à l'accès à des soins. Un travail d'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des soins a été mené à l'hôpital. Il a notamment conduit à la systématisation des audits cliniques qui ont été renforcés grâce à la formation des médecins, organisée dans le cadre du projet de prise en charge des victimes de violences sexuelles. La pharmacie de la zone a été réorganisée et un capital en médicaments reconstitué.

Une recherche-action a souligné l'importance de la participation de la communauté dans la mise en œuvre des activités de soins de santé primaires. Aujourd'hui, l'équipe de la zone de santé dispose d'éléments complémentaires utiles pour le développement des centres de santé.

Bien qu'aucun appui direct n'ait été prévu pour l'hôpital provincial de Goma, l'équipe d'ULB-Coopération a participé activement au redressement de cet hôpital. Les appuis apportés en collaboration avec la DPS ont permis des progrès significatifs au niveau de la gouvernance, de l'accueil des patients et du fonctionnement général l'hôpital avec comme résultat le plus significatif, le doublement du taux d'utilisation.

Perspectives

À Kinshasa, **l'appui à la DPS** ne sera pas poursuivi, pour des raisons d'efficience. L'appui portera plutôt sur le renforcement d'une plateforme hospitalière de gestion qui deviendra le dispositif central de l'action devant à la fois favoriser la participation, la redevabilité et la diffusion des bonnes pratiques. À Kintambo, l'approche participative sera renforcée à travers la consolidation du forum des structures privées et de l'hôpital. La participation communautaire sera une vraie force d'équilibre en vue d'une offre de soins de qualité ; les partenaires de terrain (usagers et usagères incluses) seront au centre des actions. La **réflexion sur le système de santé** en milieu urbain ainsi que les efforts de capitalisation seront intensifiés.

Au Nord-Kivu, le démarrage début 2017 du « Projet d'appui au développement intégré du système de santé » (PADISS) représente une formidable opportunité d'accroître l'envergure des actions menées jusqu'à présent et de mettre en œuvre une véritable approche systématique du renforcement du système de santé. Le projet prévoit entre autres d'appuyer la DPS, deux zones de santé (Goma et Rutshuru) et l'hôpital provincial (Goma).

Bailleurs : DGD, UE, dons privés
Budget 2016 : 760.000 €



Hôpital provincial de Goma

RDC / Prise en charge des victimes de violences sexuelles

Dans le cadre d'un financement de l'Union européenne qui visait la prise en charge des victimes de violences sexuelles dans la province du Nord-Kivu, ULB-Coopération a élaboré un projet ayant pour objectifs, d'une part, **l'amélioration des cadres de travail** pour permettre une **prise en charge de qualité** et, d'autre part, la formation du personnel pour une meilleure prise en charge gynéco-obstétricale et urologique des survivantes de violences sexuelles (SVS) et de l'ensemble des femmes. Cette formulation des objectifs permettait d'élargir le cadre de l'intervention et de répondre à un besoin criant, celui de la mauvaise prise en charge des accouchements, première cause de complication gynéco-obstétricale loin devant les violences sexuelles.

Méthodologie

Un important volet **réhabilitation** et **équipement** des structures de soins a été mis en œuvre. Il n'a pas, comme trop souvent, proposé une approche standardisée : les besoins en réhabilitation ont été identifiés et définis au cas par cas en collaboration avec les prestataires des formations sanitaires et des représentants de la population.

Un programme de **formation** a été mis en place. Il a eu recours à des méthodes adaptées pour adultes mettant l'apprenant au centre de son processus d'apprentissage. Il a combiné : (i) la lecture individuelle de ressources documentaires fournies en début de stage, (ii) des séminaires, (iii) des stages pratiques sous la supervision d'un facilitateur avec utilisation d'outils de simulation. Les formations ont été réalisées en cascade : (i) formation des formateurs provinciaux par des formateurs provenant de l'hôpital Erasme de l'ULB, (ii) formation des cadres de zones de santé au niveau provincial par les formateurs provinciaux et (iii) formation des personnels de centres de santé par les cadres formés.

Résultats

Cinq nouveaux bâtiments abritant maternité ou salle d'opération ont été construits pour les hôpitaux généraux de références (HGR) des zones de santé de Alimbongo, Kamango et Lubero au Nord-Kivu et Boga et Lita dans l'Ituri. Quatre bâtiments abritant maternité ou salle d'opération ont bénéficié d'une réhabilitation profonde pour les HGR des zones de santé d'Itebero au Nord-Kivu et Drodoro, Komanda et Nizi en Ituri. Les HGR des zones de santé Kayna et Kibua au Nord-Kivu, Gety

en Ituri ont reçu des équipements incluant lits d'hospitalisation, lits d'accouchements, tables opératoires et d'autres appareils médicaux pour l'échographie ou la réanimation. Les HGR de Alimbongo, Boga, Drodoro, Komanda, Lita, Mambasa et Nizi ont bénéficié d'équipements en matériels biomédicaux.

Concernant les formations :

- ▼ Treize médecins généralistes ont été formés aux méthodes permettant une prise en charge gynéco-obstétrique de qualité dans le contexte d'un hôpital général de référence d'une zone de santé. Ces formations en gynéco-obstétrique de base ont été organisées dans les hôpitaux HEAL Africa et Charité maternelle de Goma ainsi qu'à l'hôpital Provincial du Nord-Kivu ;
- ▼ Huit médecins ont reçu une formation d'excellence au niveau de l'hôpital Heal Africa sur la chirurgie de réparation des complications obstétricales et urogénitales, dont les fistules ;
- ▼ Respectivement 124 et 286 membres du personnel infirmier en Ituri et au Nord-Kivu œuvrant dans les maternités des centres de santé des 20 zones de santé ciblées ont été formés dans la prise en charge des femmes enceintes et des survivants de violences sexuelles.

Impact

Prise en charge des SVS au niveau du système de santé, en dehors d'un programme spécifique.

Dans la province du Nord-Kivu, 15.420 survivant-e-s de violences sexuelles ont été vu-e-s dans les 72 heures (soit 75 % des cas) au niveau des services de santé. 90 % d'entre eux-elles ont bénéficié d'une administration d'anti-rétroviraux et 77 % d'une contraception.

Diminution du nombre de césariennes sans augmentation de la mortalité maternelle.

Dans les six zones de santé du Nord-Kivu (Alimbongo, Itebero, Kamango, Kayna, Kibua et Lubero) où le programme formation clinique a été introduit, la proportion de césariennes a diminué passant de 37 % (n=10.192) à 28 % (n=1.687) alors que la mortalité maternelle dans les institutions passait de 186 pour 100.000 accouchements dirigés en 2014, à zéro en 2016.

En Ituri où le programme de formation clinique a été introduit pour la première fois, entre le début et la fin du programme la proportion de césariennes a aussi diminué passant, de 39 % (n=2.975) à 21 % (n=2.359), sans modification de la mortalité maternelle intra-institutionnelle qui est restée de 5 ‰ accouchements dirigés (471 en 2014 versus 466 pour 100.000 accouchements dirigés en 2016).

Diminution des délais de réparation et du nombre d'exclusions sociales.

Dans la province du Nord-Kivu, pendant la période de mise en œuvre du projet, 23 fistules urogénitales simples et 41 autres complications gynéco-obstétricales incluant les prolapsus (34) et les déchirures du périnée (5) ont été réparées avec succès par les médecins formés, dans leurs hôpitaux d'origine. Une fistule complexe recto-vaginale et vésico-vaginale liée à une agression sexuelle chez une fillette de six ans et cinq fistules vésico-vaginales compliquées ont été référées vers les hôpitaux d'excellence HEAL Africa et Panzi. Toutes les fistules ont été réparées avec succès.

Tous les cas reçus ont consulté dans les 48 heures et ont pu bénéficier du paquet complet de prise en charge en cas de violence sexuelle incluant la prévention du VIH.

Seules 4 des 29 fistules enregistrées étaient consécutives à une agression sexuelle (trois des victimes ont moins de 10 ans). Sur l'ensemble des 70 complications enregistrées, 63 étaient consécutives aux accouchements, dont 6 après césarienne.

Cette intégration de la prise en charge des fistules et autres complications urogénitales majeures dans le système de santé permet une proximité des lieux de réparation qui raccourcit le délai entre le moment de survenue de la lésion et le moment de la réparation. Dans un contexte où l'inconfort consécutif aux lésions de ce type a systématiquement été à l'origine du rejet des victimes par la société, leur réparation précoce permet également d'éviter une exclusion sociale dramatique pour la femme et sa famille.

Partenaires

Division provinciale de la santé (DPS), Zone de santé de Kirotshe

Bailleurs : UE, dons privés
Budget 2016 : 704.000 €

RDC / Appui à l'agriculture familiale

Un grand défi : concilier l'augmentation des productions agricoles et la protection de l'environnement



Récolte de haricots à Kisantu

En 2016, ULB-Coopération a été active dans quatre zones de la RDC qui se trouvent sous l'influence de grands marchés urbains, où le besoin en terres fertiles est croissant et où la déforestation se fait sauvage : dans la périphérie de Kisangani en Province Orientale, en périphérie directe de la ville de Kisantu dans la province du Kongo-Central (anciennement nommée Bas-Congo), sur les plateaux Batéké dans la périphérie du Puits de carbone Ibi-Batéké (100 km de Kinshasa, Ville-province de Kinshasa), et dans le sud du Territoire de Kwamouth (entre Kinshasa et Bandundu-ville, Province du Mai Ndombe).

L'objectif des interventions est d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs et agricultrices grâce à une exploitation durable des ressources de leur terroir.

Modalités d'intervention

ULB-Coopération intervient en soutenant techniquement et financièrement plusieurs associations congolaises (ADIKIS-Terroir à Kisangani, CCDS à Kisantu et GI-Agro dans les Batéké et le Kwamouth) qui travaillent à l'amélioration des systèmes de production dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de

l'exploitation du bois d'œuvre et d'énergie, en proposant des **techniques innovantes basées sur une gestion durable des ressources naturelles**. Différents systèmes d'agriculture et d'élevage ont été soutenus : riziculture, agro-forêt, élevage porcin et pisciculture. Un accent particulier a été mis sur la sécurisation foncière en soutenant une démarche d'aménagement des terroirs et un renforcement des organisations paysannes (comités de développement, coopératives).

En parallèle, en collaboration avec Miel Maya Honing et le WWF-Belgique, ULB-Coopération a soutenu le projet SYNAPIC (Synergie en Apiculture en RD Congo) qui vise à appuyer la **professionnalisation de l'apiculture**. Le développement de cette filière offre effectivement le double avantage de diversifier les sources de revenus des populations tout en participant à la lutte contre la déforestation en favorisant le reboisement ou le développement de champs agro-forestiers ou fruitiers.

Résultats

Les productions agricoles et les revenus bruts moyens des ménages ont augmenté. Les organisations paysannes encadrées ont pris une part active dans la planification des interventions de développement par le biais

d'outils participatifs. Les producteurs et productrices ont adopté des **systèmes agroforestiers et d'autres techniques durables**. Les activités apicoles ont participé au maintien des zones de reboisement et de forêts naturelles. La sécurisation de terrains agricoles a progressé. L'apiculture soutenue s'est professionnalisée, les formations ont été dispensées, les structures appuyées au niveau organisationnel, et tant la qualité que la quantité de miel ont augmenté. L'accès des populations aux infrastructures sociales et de production (points d'eau potable, dispensaires de santé, mutuelle de santé...) est aujourd'hui plus aisé. Malheureusement, le retard dans l'obtention d'une concession d'exploitation de la forêt de Uma n'a pas permis d'atteindre les objectifs fixés en matière de commercialisation.

Perspectives

Plusieurs axes de travail seront poursuivis dans le programme 2017-2021 :

- ▼ La professionnalisation de l'apiculture comme moyen de lutte contre la déforestation et comme source de revenus plus élevés et plus stables ;
- ▼ L'amélioration et la transformation des systèmes agraires ;

- ▼ Le renforcement des structures de commercialisation ;
- ▼ Le renforcement des capacités des acteurs intermédiaires, partenaires et associations locales.
- ▼ Le futur programme se donnera les moyens de capitaliser sur les modèles de changement porteurs.

Partenaires

- ▼ Action pour le Développement Intégré de Kisangani et de la Cuvette Centrale Congolaise-TERROIR (ADIKIS-TERROIR) ;
- ▼ Coordination Caritas Développement Santé/Diocèse de Kisantu (CCDS Kisantu) ;
- ▼ Groupement d'Initiatives pour l'Agroforesterie en Afrique (GI-Agro) ;
- ▼ Coopérative des Apiculteurs du Mayombé (COAPMA)
- ▼ Plateforme des Associations d'Apiculteurs des Cataractes (PLAAC).

Bailleurs : DGD, UE, dons privés

Budget : 574.000 €

▼ ▼ ▼ Burkina Faso / Produits Forestiers Non-Ligneux, eau et électricité, clés de développement

L'action se déroule dans la zone de Barsalogo (200.000 habitants) qui subit les effets cumulés des changements climatiques et de la pression démographique. Son objectif est de contribuer au développement rural de

la zone par une **gestion** et une **valorisation durable des ressources naturelles** et par **l'amélioration des services de base**, eau et électricité.



Actrices et bénéficiaires du programme à Barsalogo

État d'avancement

32 % de la forêt de Korko (28.000 ha), dernière barrière locale contre la désertification, ont été protégés et aménagés par la plantation de plus de 60 km de haies vives et la réalisation de pare-feu. Ces aménagements ont marqué une frontière physique entre les zones forestières et non-forestières, facilitant ainsi leur gouvernance. Les inventaires forestiers, préalables indispensables à l'élaboration d'un plan de gestion et d'exploitation de la forêt, ont été réalisés. Le repiquage de plus de 140.000 plants d'arbres a permis de structurer une exploitation durable des produits forestiers par les groupements de gestion forestiers (bois, noix, sève, paille...). La valorisation d'huiles (balanites et baobab) a été étudiée ; l'utilisation de l'huile de balanites comme biocarburant a été abandonnée, son coût de production s'étant avéré excessif.

La poursuite de l'action avec le partenaire local Impulsion, concernant l'accès aux services de base, a encore augmenté le taux d'accès à l'électricité. Le volume des ventes, qui permet d'assurer la pérennité des services, a dépassé de 25 % l'objectif fixé dans le business plan. La continuité des services de distribution d'énergie et d'eau a été assurée toute l'année.

Un nouveau cycle de réflexion stratégique a été initié avec Impulsion, notamment en raison d'une modification structurelle (départ d'une partie de l'équipe). Plusieurs activités de renforcement organisationnel ont été programmées : révision de la mission, de l'organigramme et de la description des fonctions.

Perspectives

De nouvelles synergies et collaborations s'annoncent dès 2017, qui renforceront les symbioses entre la protection de l'environnement et la valorisation durable des ressources, une nouvelle zone d'action, le « corridor des éléphants », intégrera le projet et la commercialisation des produits de la forêt sera consolidée. Le système hydraulique sera renforcé.

Partenaire

Association Impulsion

Bénéficiaires

200.000 habitants

Bailleurs : DGD, dons privés

Budget 2016 : 509.000 €

► ► ► Sénégal / Maraîchage biologique féminin, restauration de sols dégradés, agroforesterie et hydraulique villageoise

Au Sénégal, plusieurs actions soutenues par différents bailleurs (DGD, WBI, Fondation Roi Baudouin, Agence Wallonne pour le Climat) et des dons privés ont permis de fixer les objectifs suivants :

- **Amélioration des revenus des ménages** par l'agroécologie, en appuyant l'entrepreneuriat féminin agricole à Tambacounda ;
- **Amélioration de l'accès à l'eau potable** à Koussanar ;
- Atténuation et adaptation aux changements climatiques en **diminuant la déforestation** par l'exploitation rationnelle, optimisée et durable des forêts au bénéfice des populations limitrophes en région de Fatick.

État d'avancement

Regroupées au sein de neuf groupements d'intérêt économique (GIE), près de 1.000 femmes ont été formées aux techniques de maraîchage biologique et disposent des infrastructures et du matériel nécessaires : puits, clôtures, bâtiments, séchoirs solaires... Grâce à cela, elles produisent des légumes de bonne qualité qui se conservent plus longtemps en comparaison aux productions maraîchères conventionnelles. Les GIE ont été accompagnés pour un renforcement organisationnel. Ils ont acquis de nouvelles compétences de production agricole et agroforestière. Ils augmentent et valorisent



Haie vive de Leucaena à Médina Sarakoné

leur production et en tirent des revenus pour assurer leur sécurité alimentaire. Sept d'entre eux sont actifs dans la production et la transformation de produits maraîchers biologiques, les deux autres produisent du savon et de l'huile d'arachide bio. Ces GIE se sont

associés au sein d'une coopérative d'achat d'intrants et de vente de leurs produits. Ils sont installés sur un emplacement octroyé par la mairie de Tambacounda, au marché central. Les productions sont commercialisées dans les villages et marchés limitrophes.

En matière d'accès à l'eau potable, le château d'eau de la commune de Koussanar a été réhabilité et sa capacité augmentée. Le réseau hydraulique s'est étendu sur 18 km supplémentaires. Des milliers de ménages ont un accès plus facile à l'eau potable.

Les terres étant particulièrement dégradées et infertiles dans la région de Fatik, l'agroforesterie a été déployée sur la zone. Des exploitations familiales ont acquis les techniques de pépinières et près de 40.000 arbres fertilitaires et clôtures naturelles ont été plantés, créant autant d'oasis de verdure fertile. Avec l'Institut national de pédologie, un système de digues antiérosives a été organisé autour des périmètres agroforestiers, pour contrer l'érosion et favoriser la sédimentation, propice à l'agriculture.

Fin 2016, avec l'ONG locale Nebeday, dans la région de Fatik (Sine Saloum), a débuté un projet de gestion durable de forêts protégées afin de contribuer à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques en diminuant la déforestation par l'exploitation rationnelle, optimisée et durable des forêts au bénéfice des populations limitrophes.

Perspectives

Les **résultats** témoignent d'une réelle amélioration des conditions de vie : augmentation des revenus, diversifi-

cation de la consommation alimentaire, démocratisation de l'accès aux produits maraîchers et d'élevage, accès à l'eau, et autonomisation des femmes.

L'agroécologie est une stratégie vertueuse d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques : elle contribue à la qualité de l'air, au reboisement, **à la sécurité alimentaire et à l'équilibre nutritionnel des populations**. Elle empêche la dégradation des terres, favorise la disponibilité et la qualité de l'eau, la biodiversité... L'introduction d'arbres fertilitaires dans les champs des paysans est une technique agroforestière simple, efficace et validée, mise au point par l'ONG APAF. Elle vise à inverser le processus de dégradation des terres par la pratique de systèmes d'exploitation économiquement viables et écologiquement stables. Elle continuera à être utilisée et soutenue par ULB-Coopération.

Partenaires

- ▼ Am Bé Koun – Solidarité (ABK-S) ;
- ▼ Nebeday ;
- ▼ APAF Sénégal (Association pour la promotion des arbres fertilitaires, l'agroforesterie et la foresterie) ;
- ▼ ICD-Afrique.

Bénéficiaires

30.000 personnes

Bailleurs : DGD, WBI, Fondation Roi Baudouin, Agence Wallonne pour le Climat, dons privés

Budget 2016 :

- * DGD : 44.000 €
- * Fonds Amélie et Elisabeth : 13.000 €
- * WBI : 64.000 €

▼ ▼ ▼ Cameroun / Valorisation des raphiales

À Nkong Zem dans le département de la Ménoua en Province de l'Ouest, les raphiales¹, qui se sont rétrécies au cours des dernières décennies, remplissent une fonction écosystémique importante dans l'approvisionnement en eau des populations et des cultures. Les dérivés sont utilisés au quotidien (vannerie, meubles, tissus) et dans le cadre de cérémonies traditionnelles (sève).

Le projet visait à **sensibiliser les populations et les autorités à la richesse écologique, sociale et économique** de cette ressource naturelle et à redynamiser les acteurs de la filière. À long terme, il s'agit d'encourager **l'exploitation durable des ressources naturelles**, notamment les productions agro-sylvo-pastorales, créatrices de valeur ajoutée, tout en contribuant au maintien d'une biodiversité garante d'un environnement sain.

1 Forêts marécageuses où dominent les raphias (sorte de palmiers).

Activités

Les raphiales ont été préservées, régénérées et exploitées durablement, en sensibilisant particulièrement les responsables institutionnels et la jeune génération.

Une cinquantaine d'acteurs de la filière raphia ont adhéré au programme de recherche-action misant sur une amélioration de leurs revenus et la préservation de cette ressource naturelle menacée. Ils ont identifié leurs forces, faiblesses et les pistes d'amélioration des pratiques liées aux métiers de récolte, de transformation et de commercialisation des sous-produits du raphia. Les acteurs, constitués en comité, ont décidé d'organiser un marché périodique temporaire, avec l'appui du GADD, notre partenaire local. Plusieurs marchés temporaires se sont tenus. Ils ont permis d'améliorer la visibilité des métiers du raphia, de remplir les carnets de commande des artisans et d'identifier quelques candidats à une professionnalisation de leur atelier. En fin de



Artisans de la filière raphiale

programme, les bénéficiaires les plus actifs ont mis en place un magasin coopératif.

L'accès à l'eau potable a été amélioré par le maintien de la biodiversité et la création de réserves d'eau. Des comités de gestion ont été mis en place pour en assurer la continuité.

Perspectives

2017 marque la fin du projet de soutien et l'arrêt de notre intervention dans la zone. Le GADD, aujourd'hui renforcé, s'apprête à relever de nouveaux défis et s'appuiera sur de nouvelles sources de subsides.

Partenaire

GADD, Groupe d'Appui au Développement Durable

Bénéficiaires

110.000 personnes

Bailleurs : DGD, dons privés

Budget 2016 : 201.000 €

► ► ▼ Burundi / Filière semencière de pommes de terre à Mukike

L'objectif de l'intervention était d'améliorer durablement les conditions de vie des hommes et des femmes productrices agricoles de la commune de Mukike (Province de Bujumbura Rural, 25.000 habitants) en appuyant la structuration des acteurs de la filière pomme de terre.

Modalités d'intervention

Comme nous l'expliquions dans le bulletin du deuxième trimestre 2017, pour atteindre cet objectif, ULB-Coopération a **soutenu le centre semencier** de Ruzibazi et appuyé la **création de la Fédération des Organisations des Producteurs Agricoles de Mukike (FOPAMU)**. Nous avons consolidé les compétences techniques et organisationnelles de ces différents acteurs et actrices de la filière semencière par l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités et par des visites d'échanges. Nous avons appuyé la mise en place du comité de gestion du centre semencier

et l'avons doté d'un fonds de roulement pour l'achat des semences. Le centre a été électrifié (générateur et photovoltaïque), informatisé et pourvu de motos. L'étable a été complètement restaurée et entourée de champs fourragers permettant d'obtenir des bovins en stabulation de la fumure organique afin d'amender les sols. La FOPAMU a été dotée de hangars de stockage ainsi que de batteuses et moulins lui permettant de générer des ressources financières tout en allégeant le travail des femmes.

Résultats

En 2016, 73 tonnes de semences certifiées ont été produites par le centre semencier qui demeure le plus performant du Burundi en termes de production de semences de qualité. Il a acquis une autonomie totale notamment grâce à l'efficacité de son comité de gestion et à l'augmentation de la production de la fumure organique qui couvre 100 % de ses besoins.



Réunion d'acteurs et bénéficiaires du programme à Mukike

39 associations autonomes en ordre de cotisation adhérent à la FOPAMU. Elles sont désormais capables de respecter les itinéraires techniques garantissant la qualité exigée pour la certification des semences. 90 % des agriculteurs et agricultrices ont reçu une formation environnementale. Ensemble, les associations ont produit près de 248 tonnes de pommes de terre.

Dans le cadre de la lutte contre l'érosion et de l'amélioration de la fertilité des sols, 19.000 plants d'Eucalyptus, de Calliandra et de Leucaena produits en pépinières, ainsi que des plants d'avocats et de prunes du Japon ont été remis aux associations membres de la FOPAMU.

L'approche genre développée durant tout le programme avec l'appui d'une ONG spécialisée (Dushirehamwe) s'est concrétisée par une représentation de 30 % des femmes aux seins des organes de décision.

Une évaluation externe de l'impact du projet a montré que celui-ci a significativement contribué à l'amélioration du bien-être des populations bénéficiaires. Les impacts se constatent en matière d'habitat, d'achat de terrains et de bétail, et en termes de capacités à subvenir aux besoins vitaux (acheter les intrants agricoles, scolariser les enfants, nourrir les familles, se vêtir, se soigner, etc.).

Perspectives

Le projet s'est terminé fin 2016 et ne sera pas renouvelé. Avant sa clôture, il a été octroyé à la fédération un investissement de 15 tonnes de semences de base afin de lui constituer un fonds de roulement. En 2017, le centre semencier vendra les semences de base aux associations membres de la FOPAMU, qui à leur tour produiront les semences certifiées pour la population de Mukike et des environs. De cette manière, le projet aura durablement construit la filière semencière et aura répondu à la pénurie de semences de qualité dans la zone.

Partenaire

DPAE (Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage)

Bailleurs : DGD, dons privés

Budget : 105.000 €

Belgique / Éducation et citoyenneté critique

Au cœur des valeurs d'ULB-Coopération et ancrée dans le long terme, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) occupe une place capitale dans le quotidien de l'ONG. Son objectif est de sensibiliser et conscientiser les individus aux réalités des relations Nord-Sud, et de promouvoir son engagement pour un monde plus juste et solidaire.

En 2016, ce sont deux membres de l'équipe qui ont œuvré à développer les activités d'ECMS, principalement ciblées sur la communauté universitaire de l'ULB. Sensibilisation et implication étaient les maîtres-mots de l'année, avec un total de plus de **7.200 personnes** directement touchées (hors contacts virtuels -sites web, pages Facebook).

Les activités proposées ont pris diverses formes et se sont déroulées à Bruxelles et en Wallonie, tant sur les campus universitaires que dans d'autres lieux. **L'exposition « Notre Congo/Onze Kongo. La propagande coloniale belge dévoilée »**, créée par l'ONG CEC en collaboration avec ULB Culture, a été une activité

centrale de 2016. Visant à mettre en évidence l'origine coloniale de nombreux stéréotypes qui subsistent de nos jours, elle a touché à la fois la communauté universitaire et le grand public. Cette thématique a ensuite été développée avec l'appui d'étudiant-e-s et de professeur-e-s dans d'autres activités telles que des cafés-littéraires, des séminaires ou même au sein de travaux pratiques. Les **cours méfis**, où un acteur du Sud intervient dans un cours habituellement peu concerné par les problématiques Nord-Sud, ont connu beaucoup de succès auprès des étudiants. Au **Festival LaSemo**, le stand ULB-Coopération a proposé des activités ludiques d'information et de sensibilisation qui ont permis de toucher 300 personnes. Le site web www.stagesud.ulb.ac.be qui fournit aux étudiant-e-s des informations et conseils pour l'organisation de leurs stages dans le secteur de la coopération, a été relooké, tant sur le fond que sur la forme, pour faciliter son utilisation et attirer plus de public. Les collaborations avec diverses facultés se sont étoffées et structurées, en témoigne notamment l'accompagnement croissant par l'ONG d'étudiant-e-s, **stagiaires** ou **mémorant-e-s** ainsi que l'augmentation

des séances de **préparation au départ** réalisées. Un cycle d'émissions de radio (projet Radioscope en collaboration avec Radio Campus et des étudiant-e-s en journalisme) a été initié et un jeu-concours via Facebook (**Africa Quizz**) a été organisé. Malheureusement, suite aux attentats de Bruxelles, toutes les activités de la **Journée de la coopération** (22 mars 2016) ont été annulées, et notamment la conférence de Pierre Rabhi à laquelle 1.500 personnes étaient inscrites.

Si le contenu des activités avait pour but principal la sensibilisation du public, leurs modalités de mise en œuvre a également visé l'implication d'un maximum d'acteurs. Notre équipe a, en effet, consacré une part importante de son temps pour favoriser la co-organisa-

tion des activités avec les membres de la communauté universitaire ou pour soutenir des initiatives extérieures. Cette approche s'est traduite dans les chiffres suivants : 50 activités organisées, 29 activités co-organisées et 29 activités soutenues.

De manière globale, 2016 marque une belle augmentation des contacts avec différents acteur-trice-s de l'Université qui, conjuguée à l'emménagement sur le campus de la Plaine et au changement de nom de l'ONG, concourent à une reconnaissance croissante d'ULB-Coopération comme partenaire de l'Université pour les activités de coopération et de sensibilisation.

Perspectives 2017

Le jeu-concours ne sera pas maintenu, vu les difficultés de mobilisation des étudiants. Il sera avantageusement remplacé par un **jeu de déconstruction des préjugés**, sur application mobile, construit grâce à la collaboration d'étudiant-e-s de psychologie sociale et d'informatique. **Radioscope**, qui a connu quelques difficultés de démarrage, repart sur les chapeaux de roues en 2017. Le plaidoyer pour l'insertion d'un **cours de citoyenneté mondiale et solidaire** dans tous les cursus de l'ULB, déjà bien avancé et bien accepté sur ses principes, sera activement poursuivi.



Atelier avec des étudiant-e-s

Bailleurs : DGD, dons privés
Budget 2016 : 120.000 €

En toile de fond de nos projets, une approche du genre et une dimension environnementale constante

Genre

Pour contribuer à la construction d'une société juste, émancipatrice, solidaire et responsable, où toutes les citoyennes et les citoyens sont traité-e-s avec égalité, au Nord comme au Sud, il importe d'avoir une attention particulière, à la fois spécifique et transversale, sur les questions liées au genre.

Cette attention se traduit à la fois dans la vie quotidienne de la structure et dans la conception de nos projets. Des actions de sensibilisation du personnel, tant au Nord qu'au Sud, sont organisées par notre référente « genre » afin de combattre des préjugés et réflexes encore trop ancrés. Dans les projets, diverses actions participent au renforcement de la position des femmes (*empowerment*), tel l'appui aux groupements d'intérêts économiques féminins au Sénégal, et à l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, au travers d'un projet qui vise la réparation des fistules. Nous veillons

également à adapter nos actions en fonction du genre des bénéficiaires (*gender mainstreaming*). Ainsi, dans un projet d'appui à l'entrepreneuriat mené au Cameroun, le soutien apporté aux hommes est différent du soutien apporté aux femmes ; ces deux publics rencontrant habituellement des obstacles différents. À toutes les étapes de leur évolution, les projets sont soumis à une analyse sexospécifique.

Ces deux approches, recommandées par les professionnel-le-s de la question du genre, seront poursuivies dans le programme 2017-2021. Un regard genré posé sur nos thématiques sera couplé à des actions plus spécifiques auprès des femmes.

Environnement

Si une large part de nos projets portent directement sur la préservation de l'environnement (apiculture, reforestation, changement climatique, agroécologie,

etc.), cette thématique est également abordée dans les autres projets (santé, appui à l'entrepreneuriat), tout comme au sein de la structure. Afin de garantir une cohérence exemplaire avec nos objectifs de terrain, nous travaillons depuis un an au niveau du siège à la mise en place d'un processus de labélisation « entre-

prise écodynamique » qui nous permet de porter un regard critique sur notre impact sur l'environnement. Plusieurs mesures ont déjà été mises en place en 2016 et seront poursuivies dans les années à venir.

40 coureurs ULB aux 20 km de Bruxelles !

La 38^e édition des 20 km de Bruxelles s'est déroulée le dimanche 28 mai avec plus de 40.000 participant-e-s prêt-e-s à relever ce défi. Cette année, ULB-Coopération a participé à cette course emblématique pour soutenir son projet de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sénégal.

Sous un soleil de plomb, des milliers de personnes d'âges et d'origines diverses se sont donné rendez-vous au Parc du Cinquantenaire pour parcourir 20 km à travers les rues de la capitale. L'ONG a marqué le coup cette année en constituant, avec l'Université et ULB Sports, une équipe de coureuses et de coureurs. Double objectif : se faire plaisir et/ou se dépasser physiquement, mais aussi récolter des fonds pour un projet de reboisement au Sénégal.

Depuis 4 ans, 500.000 arbres ont pu être plantés et entretenus grâce au développement de ce projet d'agroforesterie, permettant aux populations d'améliorer leur sécurité alimentaire et économique tout en contribuant à la protection de l'environnement.

Participer à un défi physique tout en s'engageant activement dans une initiative de solidarité internationale donne, semble-t-il, une saveur très particulière aux exploits de chacun-e !

Mention spéciale à la coureuse **Rhea Colvin**, qui a réalisé la meilleure performance féminine de l'équipe en avalant les 20 km en 1h37 ! Rendez-vous est d'ores et déjà fixé pour la prochaine édition, le 27 mai 2018, plus nombreux et nombreuses, pour toujours plus de solidarité !



Un week-end de sensibilisation au cœur de l'été, au festival LaSemo



Du 7 au 9 juillet, ULB-Coopération sera présente pour la deuxième fois au Festival LaSemo dans le parc d'Enghien, qui en est à sa 10^e édition. Ce festival, dont le nom signifie « la graine » en espéranto, se caractérise par son engagement pour le développement durable, placé au cœur du projet. Il a reçu cette année le Prix Hainaut horizons qui récompense les meilleurs projets de développement durable, intégrant les dimensions économique, environnementale, sociale et de participation citoyenne. Le week-end offre une grande diversité d'activités, notamment des concerts, du cirque, des arts de la rue, des contes... qui attirent près de 25.000 festivaliers et festivalières, familles et enfants inclus ! C'est au « village associatif » qu'ULB-Coopération proposera des activités ludiques de sensibilisation aux thématiques Nord-Sud. Venez !

www.lasemo.be

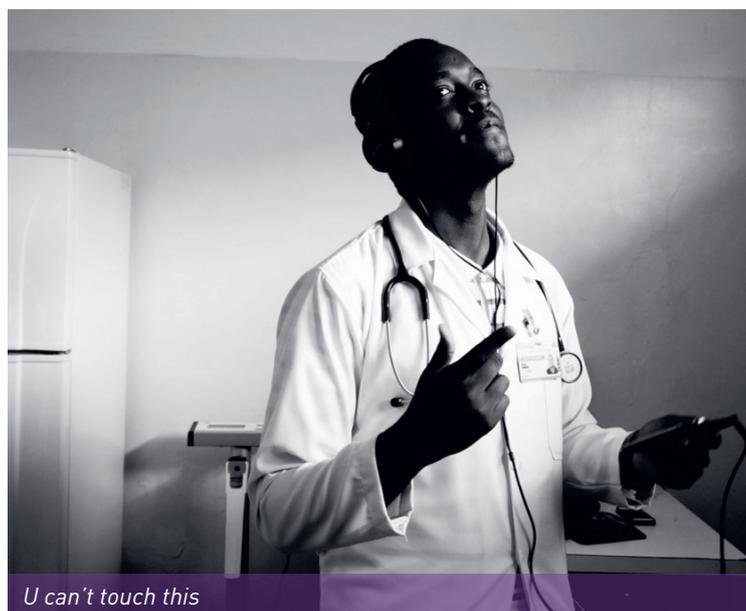


Festival LaSemo 2016

Victor Moriau remporte le Prix de la coopération

Chaque année, le Pôle Santé et la Bibliothèque des Sciences de la Santé de l'ULB organisent le concours de photographies « Images par-delà les frontières ». ULB-Coopération y décerne le Prix de la coopération, attribué à la photo qui exprime le mieux la coopération au développement et la citoyenneté mondiale et solidaire. Cette troisième édition avait pour thème « Toucher / Être touché ».

C'est l'étudiant en médecine Victor Moriau pour sa photo « La musique nous touche et nous réunit tous » qui a trouvé grâce aux yeux du jury, par l'énergie, la joie, l'intemporalité qu'elle dégage.



U can't touch this

Dégustation découverte ! Un autre accueil pour les réfugiés

À Bruxelles, ULB-Coopération a impulsé des moments de rencontre et d'échange entre étudiants et réfugiés.

Élody de Brito, bénévole au sein de l'ONG et étudiante en Sciences de la population et du développement, a organisé avec succès ces moments de découverte humaine et culinaire.



Élody de Brito

Avec le soutien de l'AEAD (Association étudiante d'Aide au Développement), des cercles étudiants Oxfam ULB et Amnesty International ULB, plus d'une cinquantaine de jeunes d'origines multiples se sont réunis autour d'un repas.

« L'idée de base était de proposer un projet par des étudiants, pour les étudiants afin de répondre à des interrogations. On parle tout le temps de réfugiés, chacun donne son avis sur la situation, mais au final, on ne les voit pas, on n'est pas confronté à leur réalité. Nous voulions créer un moment privilégié pour aller à la rencontre de l'autre en dépassant les étiquettes et les slogans », explique Élody, qui a utilisé la gastronomie comme élément facilitateur. En effet, chaque participant



Rencontre étudiants/réfugiés

était chargé d'amener un mets de son pays d'origine, ou qu'il désirait simplement partager.

Marine Firmani, étudiante en Sciences de la population et du développement, Présidente de l'AEAD : « La découverte d'autres plats pousse à la rencontre. C'est un brise-glace efficace qui a porté ses fruits. Au fil des échanges, nous nous sommes rendu compte que les jeunes réfugiés ou migrants disent avoir des difficultés à rencontrer les gens et à créer des liens. Nombreux sont ceux qui aimeraient par exemple faire des études à l'ULB et ne savent pas comment s'y prendre ».

L'évènement a connu un franc succès et d'autres éditions sont planifiées !

Quatre professionnels de la santé en visite en Belgique pour enrichir leurs visions du système de santé

Dans le cadre de nos projets santé à Kinshasa et au Nord-Kivu (PADISS – Projet d'Appui au Développement Intégré du Système de Santé du Nord-Kivu), financés par l'UE et la DGD, deux médecins d'ULB-Coopération et deux représentants du Ministère congolais de la santé ont été invités à une semaine d'exploration au cœur du système de santé belge.

Le Dr Laurent Katembo Kirikughundi, chef de la Division Provinciale de la Santé du Nord-Kivu, le Dr Simbi Ahadi, représentant du Ministère de la santé – Direction d'études et de planification, le Dr Jean-Bosco Kahindo, coordinateur des projets ULB-Coopération à Goma, le Dr Serge Ngaima, coordinateur des projets à Kinshasa, composaient cette délégation.

Le but était de rencontrer des acteurs du système de soins belge afin de mieux appréhender son organisation d'un point de vue clinique, mais aussi administratif, organisationnel et financier. Ainsi, les 4 membres de la mission ont pu aller à la rencontre de 2 cabinets de médecins généralistes, de 2 maisons médicales et participer à une réunion d'échange avec la fédération des maisons médicales. Une rencontre avec l'INAMI devait permettre d'approcher les modalités de financement des soins de santé en Belgique.

La Belgique constituait la première étape de cette mission d'étude qui a ensuite mené les participants au Mali, terrain structurellement plus proche de la RDC et dont le système de santé a mis en place des innovations très intéressantes, entre autres en matière de médicalisation des soins de santé au 1^{er} échelon. Là, ce sont des entretiens avec des praticiens et des administrations,

qui ont émaillé la semaine de visite. Des rencontres fructueuses avec les responsables de l'association des médecins de campagne du Mali, le Directeur provincial de la santé pour la province de Bamako et le président de l'ordre des médecins ont également ponctué la mission.

L'objectif de ces différentes rencontres en Belgique et au Mali était d'explorer les différentes modalités d'organisation des soins de santé, dans toutes ses composantes – techniques, cliniques, administratives, financières, etc. – et ainsi de réfléchir et d'échanger sur ce qu'il est possible de développer en RDC, tenant compte des exigences et du contexte particulier du pays, et dans le respect des stratégies et de la politique nationale en la matière.

C'est riche de ce partage d'expériences que la mission est retournée en RDC pour poser de nouvelles pierres à l'édifice sanitaire congolais.



Dr Jean-Bosco Kahindo, responsable de la coordination locale Nord-Kivu, au micro de la Première - RTBF

Ajoutez ULB-Coopération à votre testament et léguiez votre solidarité !



Par souci écologique, nous vous encourageons à opter pour la newsletter en format pdf.

Envoyez un simple e-mail à info@ulb-cooperation.org ou inscrivez-vous sur

notre site web www.ulb-cooperation.org